La « République représentative » selon Antoine Boulay de La Meurthe (1761-1840) : une figure de la bourgeoisie libérale et conservatrice

*The « Representative Republic » according to Antoine Boulay de la Meurthe
(1761-1840): an incarnation of the liberal and conservative bourgeoisie*

Soulef Ayad-Bergounioux

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11841>
DOI : 10.4000/ahrf.11841
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010
Pagination : 31-54
ISBN : 978-2-200-92634-2
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Soulef Ayad-Bergounioux, « La « République représentative » selon Antoine Boulay de La Meurthe (1761-1840) : une figure de la bourgeoisie libérale et conservatrice », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 362 | octobre-décembre 2010, mis en ligne le 01 décembre 2013, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11841> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11841>

LA « RÉPUBLIQUE REPRÉSENTATIVE » SELON ANTOINE BOULAY DE LA MEURTHE (1761-1840) : UNE FIGURE DE LA BOURGEOISIE LIBÉRALE ET CONSERVATRICE

Soulef AYAD-BERGOUNIOUX

À partir de l'analyse des écrits politiques et des pratiques d'Antoine Boulay de la Meurthe, cet article se propose d'interroger la notion de République représentative, forgée, entre 1795 et 1799, par cette figure du républicanisme libéral et conservateur. S'appuyant, au lendemain de la Terreur, sur une analyse fine du jeu politique moderne, ce proche de Sieyès présente sa République représentative comme la seule alternative possible aux crises répétées traversées par le régime directorial. L'homme d'État se situe au cœur d'un puissant réseau, qu'il n'hésite pas à mettre au service de Bonaparte lors des événements brumairiens, ce qui lui offre la possibilité de mettre en pratique sa pensée, comme en témoigne son rôle central dans l'élaboration de la Constitution de l'an VIII.

Mots-clés : Directoire, Constitution de l'an VIII, Consulat, République représentative, domination symbolique.

« Les dominants ont toujours besoin d'une théodicée de leurs privilèges ou mieux, d'une sociodicée, c'est-à-dire d'une justification théorique du fait qu'ils sont privilégiés »¹. La carrière, les idées et les pratiques d'Antoine Boulay semblent confirmer cette intuition de Max Weber. Considéré par ses biographes comme une figure de la bourgeoisie républicaine, libérale et conservatrice, Antoine Boulay connaît une ascension

(1) MAX WEBER, *Économie et société. Les catégories de la sociologie*, Paris, Pocket, 1995. Voir également Pierre BOURDIEU, *Choses dites*, Paris, Éditions de Minuit, 1987.

sociale fulgurante durant la période révolutionnaire². Ce vosgien, juriste de formation et avocat au parlement de Paris en 1788, soutient dès 1789, tout en condamnant sa violence, la Révolution française. Taxé de « fédéralisme » sous la Terreur, il entre en clandestinité et c'est au régime directorial qu'il doit son entrée dans la vie politique. Il est tour à tour président du Conseil des Cinq-Cents, conseiller d'État sous le Consulat et l'Empire, affecté au règlement des contentieux liés à la question des biens nationaux, et ministre de la Justice pendant les Cent-Jours. Il reçoit toutes les décorations impériales. Politologue, Antoine Boulay se distingue également par la profusion de ses écrits (essais, discours, Mémoires). Sa contribution à l'élaboration d'une pensée politique modérée est décisive et participe à l'avènement de l'État consulaire pour la mise en place d'un nouvel ordre social.

Parmi les notices biographiques qui lui sont dédiées, les plus complètes sont celles de deux Lorrains : Léon Sadoul³, procureur de la République en 1880, et Anne-Marie Patault, historienne du droit, ayant rédigé l'étude la plus récente concernant Boulay⁴. Ces deux dernières s'inscrivent dans une triple dimension régionaliste, corporatiste et idéologique. Celle de Sadoul relève de l'apologie. Il entend dédouaner Boulay de sa principale erreur, celle d'avoir apporté son soutien à Bonaparte. S'identifiant socialement à Boulay, qui est comme lui, issu d'un milieu modeste, il lui attribue toutes les qualités et notamment, celle d'avoir « su s'élever par la seule force de son savoir et de son intelligence »⁵ aux plus hautes fonctions. Quant à Anne-Marie Patault, elle considère Boulay comme républicain par son modérantisme mais également, comme « un doctrinaire du bonapartisme, [qui n'hésite pas] à subordonner les droits du citoyen à l'intérêt du corps social »⁶. Malgré ses critiques, elle disculpe le républicanisme « dévoyé » du Lorrain. La responsabilité en incomberait à Rousseau⁷. Dans la droite ligne de l'historiographie critique, elle voit dans la défense du « tout social » le fondement des totalitarismes.

(2) Voir par exemple Odette VOILLIARD, *Grands notables du Premier Empire*, Paris, Éd. du CNRS, 1984, p. 6 : « Boulay est l'illustration parfaite de la montée d'une haute bourgeoisie de notables par la politique ».

(3) Léon SADOUL, *Étude sur Boulay de la Meurthe*, Nancy, Chez Vagner, Imprimeur de la Cour d'Appel, 1880.

(4) Anne-Marie PATAULT, « Les idées politiques d'Antoine Boulay de la Meurthe ou le libéralisme confisqué », *Annales de l'Est*, n° 22, p. 3-73.

(5) Léon SADOUL, *op. cit.*, p. 7-8.

(6) Anne-Marie PATAULT, *op. cit.*, p. 8.

(7) *Ibid*, p. 41-48.

Or, la pensée du Lorrain, construite autour de la notion de « République représentative », se révèle bien plus complexe. Afin de consolider l'accession au pouvoir des nouvelles élites, Antoine Boulay se lance, dès 1795, dans une analyse dépassionnée de la Révolution française. Il saisit sur le vif les principes de la politique moderne que la Révolution française a inaugurés, en considérant la vie politique comme un « rapport de force » dont il faut se rendre maître. Parallèlement, il est aussi conscient que toute manifestation de la domination visible, symbolisée par la société d'ordres, jette le discrédit et déstabilise l'édifice politique. Selon lui, l'élaboration d'une nouvelle forme de domination symbolique, c'est-à-dire légitime, intériorisée par le plus grand nombre, est devenue vitale. En effet, comme le soulignent Claude Mazauric et Jean-Pierre Jessenne : « L'exercice de la domination sociale de la bourgeoisie implique, pour la classe dirigeante dans l'ordre économique libéral, qu'elle fasse idéologiquement disparaître de la vue de tous l'existence trop manifeste de sa réalité de classe »⁸. L'analyse de Sarah Maza semble trouver sa justification : c'est l'invisibilité de la domination bourgeoise qui expliquerait son inexistence en tant que classe⁹.

Ainsi, entre 1795 et 1799, émerge lentement l'idée d'une « République représentative », concurrente de la « République démocratique » des néo-jacobins¹⁰. Au lendemain des événements brumairiens, les modérés la présentent comme la seule alternative possible aux convulsions de la République directoriale. La Constitution de l'an VIII en est le symbole. Comment expliquer son succès et l'échec des républicains démocrates pour opposer à cette nouvelle forme de République, conservatrice et garante du nouvel ordre social, un modèle alternatif cohérent ?

Il s'agit d'éclaircir, par le biais de ses écrits politiques et historiques – fondements théoriques de la domination des nouvelles élites issues de la Révolution française –, les règles du jeu politique moderne, telles que définies par le Lorrain. Ceci contribuera ensuite à la définition du concept de « République représentative » pour expliquer dans quelle mesure l'idée de représentation est, pour Boulay, l'expression d'un mode de domination symbolique. L'analyse précise de sa participation aux évé-

(8) Claude MAZAURIC, Jean-Pierre JESSENNE, « Présentation », dans Jean-Pierre JESSENNE (dir.), *Vers un ordre bourgeois ? Révolution et changement social*, Rennes, PUR, 2007, p. 308.

(9) Sarah MAZA, *The Myth of the French Bourgeoisie : An Essay on the Social Imaginary, 1750-1850*, Cambridge, Harvard University Press, 2006.

(10) Voir Bernard GAINOT, *1799, un nouveau jacobinisme ? La démocratie représentative, une alternative à brumaire*, Paris, Éditions du CTHS, 2001 ; et Pierre SERNA, *Antonelle. Aristocrate révolutionnaire*, Paris, Éditions du Félin, 1997.

nements brumairiens devrait enfin permettre de comprendre comment les libéraux-conservateurs sont provisoirement¹¹ parvenus à imposer, en l'an VIII, leur modèle de république représentative.

Les fondements de la politique moderne : « classes gouvernantes » et « classes gouvernées »

Publié en l'an VII, à plus de 20 000 exemplaires, l'*Essai* d'Antoine Boulay de la Meurthe sur la première révolution anglaise, connaît un vif succès et accélère sa carrière politique¹². Derrière son apparente anglophilie se cache un véritable dessein idéologique. Il consiste à expliciter les fondements de la domination socio-économique des nouvelles élites issues de la Révolution française, tout en la justifiant théoriquement, c'est-à-dire, ici, historiquement. En témoigne l'absence de toute forme d'intérêt pour la Révolution anglaise dans ses autres écrits et, dans ses archives privées, de toute trace de voyage au-delà du Channel.

Selon lui, la Révolution anglaise aurait pour origine l'ascension des classes entreprenantes dont la puissance sociale et économique ne se serait pas traduite politiquement, ou, en termes socio-historiques, symbolique-

(11) Le caractère provisoire de la victoire des modérés, qui s'achève avec la mise en place du Consulat à vie et de la Légion d'honneur, est clairement exprimé par une autre figure centrale du républicanisme conservateur et libéral, Pierre-Louis RËDERER, *Œuvres complètes*, Paris, 1854, Typographie de Firmin Didot frères, T. III, p. 417-418 : « Lorsque Bonaparte eut obtenu le consulat à vie, qui le soustrayait à l'inscription sur les listes et aux conséquences d'une radiation ; lorsqu'il eut établi une Légion d'honneur qui opposait une notabilité désignée par lui, et décorée, et pensionnée, à la notabilité purement morale instituée par la loi nationale, il lui suffisait de ne pas compléter les moyens d'exécution de celle-ci pour qu'elle n'en eût aucune. C'est ce qu'il fit. En résultat, il ne fut plus question de la loi de la notabilité, et rien ne gêna les choix du gouvernement ni ceux du sénat. Il ne fallait plus, pour avoir le pouvoir absolu, que faire en sorte que le sénat, qui n'était plus limité dans ses choix par le vœu du peuple, fût influencé par le vœu du gouvernement. Or il avait adopté, le 16 thermidor, le sénatus-consulte, prétendu organique, dont l'ébauche a été dictée à Regnaud et qui désorganisait profondément la constitution, en constituant sous le nom de *sénatoreries* des bénéfices à distribuer aux principaux sénateurs et à la nomination du premier consul, et en rendant tous les sénateurs susceptibles des grands emplois publics dont le premier consul avait la disposition, et auxquels la constitution les avait déclarés à *jamais inéligibles*. La liberté politique était alors détruite. Le sénat, acheté de ce moment par l'autorité du gouvernement, n'était plus ce corps électoral, fixant ses choix sur des candidats offerts à ses suffrages dans les diverses parties de la nation, et devait imprimer, plus parfaitement que ne l'avait fait jusque-là aucun système, le pur caractère de représentants de la nation entière aux membres du tribunal et du corps législatif. Le sénat était, au contraire, devenu la plus manifeste, la plus authentique agence du gouvernement. La corruption était solennellement constituée et organisée dans le corps électoral de la France. C'est là qu'était le renversement de la constitution représentative. [...]. Je fus assez déçu par la confiance et l'admiration que je portais à Bonaparte ».

(12) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Essai sur Les causes qui, en 1649, amenèrent en Angleterre l'établissement de la République, sur celles qui devaient l'y consolider, sur celles qui l'y firent périr*, Paris, Boudouin, imprimeur du Corps législatif et de l'Institut national, prairial an VII.

ment. Ses critiques de la Révolution anglaise cachent à peine la condamnation du régime directorial dont il prédit la chute imminente. L'ambiguïté de la pensée politique de Boulay lui attire les critiques de personnages aussi éloignés que Benjamin Constant (1767-1830), idéologue et chef de file de la pensée politique libérale française, ou que Jean-Baptiste Salaville (1755-1832), ancien secrétaire personnel de Mirabeau et proche, par ses analyses, de la pensée néo-jacobine¹³. Le premier reproche à Boulay de ne pas percevoir et de ne pas avoir concentré son analyse sur l'importance des lésions invisibles entraînées par la Révolution française. Quant au second, ce sont les desseins idéologiques sous-jacents dans l'écrit de Boulay qu'il condamne fortement. S'il considère, comme Boulay, la politique comme un « rapport de force », il s'en distingue en ce que les bouleversements révolutionnaires résultent, selon lui, non seulement, d'une prise de conscience du décalage entre les principes du gouvernement civil et ceux de l'ordre social, mais également, de la remise en cause des fondements symboliques de l'Ancien Régime. C'est ce qui explique, selon Salaville, que la Révolution anglaise se solde nécessairement par un simple retour des choses que la « République représentative » d'Antoine Boulay symbolise. La « Glorieuse Révolution » n'aboutirait en réalité qu'à une restauration de l'ordre ancien : « En Angleterre la monarchie était plutôt suspendue qu'anéantie, parce que la révolution en avait conservé tous les éléments »¹⁴. En France, au contraire, la Révolution « a extirpé le chancre jusque dans ses dernières racines, et l'a mis, par là, dans l'impossibilité de repousser »¹⁵. Il en résulte la mise en place d'une « République démocratique » et citoyenne.

Le long débat suscité par la publication de son *Essai* permet à Boulay d'affiner sa pensée. Il tente de saisir les principes du jeu politique moderne issus de la Révolution française. Il souhaite « démontrer que le système politique de l'an III [...] ne pouvait subsister plus longtemps »¹⁶, et soutient que « la République [a péri en raison] des fautes multipliées et graves du parti populaire ; par la tyrannie des diverses factions républicaines ; par le machiavélisme des royalistes »¹⁷ qui a entraîné

(13) Benjamin CONSTANT, *Des suites de la contre-révolution de 1660 en Angleterre*, Paris, chez Busson, Imprimeur, an VII. Jean-Baptiste SALAVILLE, *De la Révolution française comparée à celle de l'Angleterre ou Lettre au représentant Boulay de la Meurthe sur la différence de ces deux révolutions ; pour servir de suite à l'ouvrage publié par ce représentant sur celle de l'Angleterre*, Paris, Chez Revol, Libraire, et chez Vatar, Imprimeur-libraire, an VII.

(14) Jean-Baptiste SALAVILLE, *op. cit.*, p. 27.

(15) *Ibid.*, p. 28.

(16) François-Joseph BOULAY DE LA MEURTHE, *Antoine Boulay de la Meurthe*, Paris, Typographie de Ch. Lahure, 1868, p. 84-85.

(17) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Essai [...]*, *op. cit.* Première partie.

le « mécontentement de toute la nation »¹⁸. Cette analyse de la Révolution anglaise cache un plaidoyer en faveur d'une « république représentative », garante de l'ordre social et de l'ordre politique. Elle est également révélatrice du processus d'idéologisation de l'histoire, évoqué par Pierre Serna dans son article « 1799, le retour du refoulé ou l'histoire de la Révolution anglaise à l'ordre du jour de la crise du Directoire »¹⁹.

C'est, tout d'abord, la lutte entre les élites traditionnelles (« nobility » et « vassaux ecclésiastiques ») et le roi qui constitue pour le député le point de départ de la Révolution anglaise :

« Cette monarchie était essentiellement féodale ; du sein de son organisation sortit l'oligarchie nobiliaire qui, mêlée avec l'aristocratie sacerdotale, se plaça dans la constitution comme partie essentielle et rivale de la monarchie. Ces deux pouvoirs se combattirent presque sans relâche pendant des siècles [...] ; et ce fut principalement à la faveur de cette lutte acharnée, que le peuple sortit de son oppression, [...], et s'éleva enfin sur leurs débris communs »²⁰.

Ces luttes intestines entre le souverain et ses alliés traditionnels s'expliquent par « une opposition d'intérêt [...] entre eux et lui »²¹. À ces conflits premiers s'ajoute l'irréflexion des puissants, incapables de mesurer les conséquences prévisibles de la perte de leur « force réelle », c'est-à-dire de leur puissance économique. En effet, « Henri VII en permettant à la nobility et aux vassaux ecclésiastiques de vendre leurs terres [...] [ne] songea pas qu'elles avaient été jusque là le fondement véritable de leur pouvoir »²². La Révolution anglaise est le fruit de l'ascension des classes entreprenantes. L'accaparement de la « force réelle » au profit du « peuple » se solde par un alignement inévitable de la « force d'opinion » sur la « force réelle ». La « force d'opinion » est définie comme le crédit accordé aux élites politiques par l'opinion publique. De fait, les facteurs économiques influencent directement les considérations idéologiques. Celui qui concentre puissance économique et puissance politique domine légitimement.

(18) *Ibid.*

(19) Pierre SERNA, « 1799, le retour du refoulé ou l'histoire de la révolution anglaise à l'ordre du jour de la crise du Directoire », dans Philippe BOURDIN (dir.), *La Révolution, 1789-1871. Écriture d'une histoire immédiate*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise Pascal, 2009, p. 213-240.

(20) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *op. cit.*, p. 17-18.

(21) *Ibid.*, p. 28.

(22) *Ibid.*, p. 39.

Seconde origine de la Révolution anglaise selon Antoine Boulay : la question religieuse. Cette dernière exacerberait les tensions latentes de la société anglaise pré-révolutionnaire :

« À cette cause fondamentale de l'ascendant du pouvoir démocratique, s'en joignit une autre [...] qui, tenant à un des plus grands besoins de la nature humaine, celui de reconnaître un dieu et de l'adorer de la manière qu'on croit lui être la plus agréable, agita fortement les opinions, et enivra tellement le peuple de l'amour de la liberté et de l'égalité, qu'elle rendit plus effrayante et plus rapide la chute du trône, de la noblesse et du haut clergé »²³.

La question religieuse alimente, en Angleterre, l'opposition à l'autorité du roi et à ses « vassaux ». Le souverain est le chef de l'Église anglicane. L'absence, avant la première révolution, de toute forme de liberté de conscience, du fait de la confusion entre pouvoir temporel et pouvoir religieux, intensifie le conflit opposant le « peuple laborieux » aux dominants. Enfin la politisation, empreinte de religiosité, des élites nouvelles, donne sens à une opposition généralisée à toute la société anglaise :

« Quand après une longue oppression, les idées de liberté et d'égalité sont jetées dans la multitude et prêchées par des hommes ardents et vigoureux, elles ne manquent jamais de produire un mouvement général, impétueux, irrésistible, [...] tout ce qu'il y a de plus capable de constituer la puissance de l'opinion »²⁴.

Ainsi Antoine Boulay distingue trois étapes dans le processus révolutionnaire anglais : la lutte entre le roi et les élites pour le pouvoir provoque l'érosion progressive et conjointe de la « force réelle » et de la « force d'opinion ». À cette déstabilisation profonde des structures sociales d'Ancien Régime s'ajoutent de brusques tensions sociales focalisées autour de la question religieuse. Enfin, phase ultime et nécessaire, la « politisation » des élites permet l'expression efficace et opératoire des mécontentements sociaux. La Révolution anglaise ne s'expliquerait pas seulement, selon Boulay, par une volonté de rupture avec l'ordre ancien mais en raison de l'évolution du rapport de force entre la « nobility », les « vassaux ecclésiastiques », le « roi » et le « peuple laborieux ».

(23) *Ibid.*, p. 44.

(24) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Essai [...]*, op. cit., p. 50.

Dans le second chapitre de son *Essai*, « De l'ancienne monarchie féodale », le député lorrain explique comment, au XI^e siècle, Guillaume le conquérant, s'empare du trône d'Angleterre²⁵. Il « mit de son côté la force d'opinion »²⁶ puis la « force réelle » : c'est en mettant « sous sa main la presque totalité des possessions territoriales »²⁷ que Guillaume put se proclamer roi d'Angleterre. La concentration de ces deux forces garantit un pouvoir durable et incontesté. Cette analyse de la prise du pouvoir, au Moyen Âge, en Angleterre, permet à Boulay de suivre l'évolution historique des « rapports de forces ». Le basculement séculaire de la « force réelle » au profit des « classes entreprenantes », roturières dans leur grande majorité, est une des principales causes de la Révolution anglaise. L'accaparement de la « force d'opinion » par ce même groupe d'individus en est une autre non négligeable. Antoine Boulay, conscient de l'évolution de la notion de « rapport de force » dans une République, tient compte dans son étude de la spécificité de la relation gouvernants-gouvernés, inhérente au système politique moderne. Selon Boulay :

« Chaque peuple, quelle que soit la nature de son gouvernement, peut se diviser en deux parties principales, l'une que j'appellerai gouvernante, et l'autre gouvernée. La première renferme non seulement ceux qui jouissent actuellement du pouvoir, mais encore ceux qui ont la prétention plus ou moins fondée d'en jouir. La seconde comprend ceux qui, sans aspirer à sa possession, [...], se contentent de l'exercice de leurs moyens particuliers, et de la jouissance de leurs droits naturels et civils. Quelquefois la première classe est déterminée, [...], par des distinctions constitutionnelles et légales de naissance et de titres héréditaires. Telle est la noblesse qui, dans certains États, a le droit exclusif de posséder toutes les places, ou du moins les plus importantes. Dans ce cas le gouvernement est oligarchique, soit qu'il y ait un roi, soit qu'il n'y en ait pas, et la grande place du peuple est plus ou moins esclave. Mais, dans les États où les distinctions de naissance et de titres héréditaires ne sont pas admises, et où règne par conséquent l'égalité plus ou moins absolue des droits, la classe gouvernante comprend généralement la portion des citoyens qui ont le plus de talents, de vertu, d'ambition, de fortune et d'intrigues ; et bien, que dans ces États la carrière soit ouverte à tous les citoyens, cependant,

(25) *Ibid.*, p. 18-23.

(26) *Ibid.*, p. 18-19.

(27) *Ibid.*, p. 19-20.

par la force naturelle des choses, la classe gouvernante, c'est-à-dire, celle qui exerce sur la société un pouvoir quelconque, soit légal, soit moral, cette classe ne comprend encore qu'une très réelle minorité. Partout, même dans les États libres, la grande majorité est simplement gouvernée, et ne peut être que gouvernée. Cette majorité comprend [...] la portion nécessairement très nombreuse du peuple, qui est occupée de tous les travaux qui ont pour objet de se procurer les choses nécessaires, utiles et agréables à la vie ; portion qui n'a ni assez de temps, ni en général assez de lumières pour gouverner »²⁸.

Cette distinction entre le gouvernement oligarchique et le gouvernement républicain est fondamentale. Elle explique le développement d'institutions spécifiques. Le plus condamnable dans les systèmes oligarchiques demeure le caractère héréditaire de la distinction sociale, qui engendre à la fin l'instabilité politique. Au sein du gouvernement républicain, la différence entre « gouvernants » et « gouvernés » se maintient, mais la domination symbolique, c'est-à-dire invisible, doit masquer celle matérielle, toujours bien réelle. La première catégorie d'individus comprend des hommes « instruits, ambitieux et propriétaires ». La seconde est composée du « peuple laborieux », indifférent aux Lumières. La concentration du pouvoir entre les mains des « gouvernants » se justifie ainsi. Selon Boulay, inégalités naturelles et inégalités sociales se confondent, expliquant la complexité du jeu politique dans une République. Boulay estime, en effet, que « dans les siècles les plus éclairés, comme dans les temps les plus barbares, la masse du peuple est toujours à peu près la même, ayant infiniment plus d'ignorance que de lumières [...]. Quoi que le gouvernement fasse, [...], il ne pourra changer cette disposition qu'il faut regarder comme la nature du peuple »²⁹. Comment dépasser cette contradiction entre la nécessité du soutien populaire, afin de maintenir le pouvoir entre les mains des nouvelles élites, et « l'ignorance » de la « masse du peuple » ? Boulay ne fait pas mystère de ses attentes : « Un des plus grands talents de l'homme public [n'est-il] pas de prendre les hommes tels qu'ils sont, et de savoir ménager leurs passions et leurs erreurs, pour arriver à son but »³⁰ ? C'est sur l'empirisme et non le

(28) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Essai [...], op. cit.*, p. 112-113.

(29) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Opinion de Boulay sur les cultes et leurs ministres*, Paris, Imprimerie nationale, Séance du 21 messidor an V, p. 12-14.

(30) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Opinion de Boulay sur la formule du serment civique*, Paris, Imprimerie nationale, séance du 8 Thermidor an VII, p. 3-4.

savoir ou l'instruction, que doit être fondé le choix des « gouvernants ». Conscient de cette nécessité, Boulay élabore un système politique viable permettant aux élites de conserver le pouvoir. Karl Marx le déconstruit un demi-siècle plus tard³¹. Il ne s'agit pas ici, comme le suggère, Anne-Marie Patault « de la première mise en forme, un demi-siècle à l'avance, de la cosmogonie marxiste »³², mais de la définition des principes politiques modernes, ceux que la Révolution française, en brisant l'ordre ancien, a rendu explicites. Le champ politique, bien loin d'être considéré par Boulay comme un lieu de débat démocratique favorisant la normalisation des relations entre divers groupes sociaux, apparaît comme un espace autonome et conflictuel, qui n'a de sens et d'intérêt que pour ceux qui en saisissent les règles.

La « République représentative » : expression concrète d'un mode de domination symbolique

Antoine Boulay distingue deux modèles de République : la « République représentative » et la « République démocratique » : « Mais nous, ce n'est pas une république démocratique que nous voulons établir ; c'est une République représentative. Nous admettons bien, il est vrai, le dogme fondamental de la souveraineté du peuple ; mais en reconnaissant, ce qui est évident, que le peuple français ne peut exercer cette souveraineté qu'en déléguant l'exercice des pouvoirs dont elle se compose »³³. La « République représentative » entend normaliser les relations « gouvernants-gouvernés » et contrôler la participation du peuple à la vie politique, afin d'assurer aux nouvelles élites le maintien de leur position dominante. C'est toute l'ambiguïté de la notion de délégation.

Dans son discours prononcé pour la fête de la République, en l'an VII, le député lorrain affine sa conception du système représentatif³⁴ :

« Chez les Anciens et chez beaucoup de peuples modernes, le gouvernement républicain n'a existé que dans de petits États [...]. De là s'est formé un préjugé accrédité par la plupart des philosophes politiques, par

(31) Karl MARX, *L'expropriation originelle*, Paris, Les Nuits Rouges, 2001 (édition originale 1867). Il s'agit des chapitres 23 et 24 du *Capital*.

(32) Anne-Marie PATAULT, *op. cit.*, p. 26.

(33) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Constitution de l'an VIII*, p. 65-67 dans Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Mémoires inédites de Boulay de la Meurthe*, Paris, chez Paul Renouard, 1836.

(34) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Discours prononcé pour la fête de la fondation de la République*, Paris, Imprimerie nationale, séance du 1^{er} vendémiaire an VII.

ceux mêmes qui semblent avoir le plus influé la Révolution française : c'est que la République ne peut avoir lieu que dans de petits États, et que la monarchie est essentielle aux grands : mais ce préjugé s'évanouit bientôt aux yeux de ceux qui veulent réfléchir sur la nature et les effets du régime représentatif, régime absolument inconnu aux anciens, et dans le perfectionnement duquel peuvent se placer toutes les formes de gouvernement républicain, tous les genres d'administration, toutes les idées politiques »³⁵.

Le régime représentatif est présenté comme l'œuvre de la Révolution française. Polymorphe, il s'adapte à tous les imprévus politiques ou situations « administratives » et garantit la pérennité de l'État en dehors de tout contexte.

Plus insidieuse, sa critique du multipartisme vise à dénaturer le principe représentatif :

« Le peuple est reconnu souverain ; mais comment exerce-t-il cette souveraineté ? Il ne l'exerce qu'en choisissant les objets de sa confiance, encore n'est-ce que par des intermédiaires qu'il choisit ses principaux magistrats et ses représentants. Or, l'exercice de ce droit unique qu'il s'est réservé, lui est-il suffisamment garanti ? Il est difficile de le croire, si on en juge d'après les faits, puisque les élections du peuple n'ont presque jamais eu lieu que sous l'influence tyrannique d'une faction, et que ses choix ont été rarement respectés »³⁶.

En outre, « l'esprit de parti [est] une véritable maladie morale qui nous ôte le libre usage de nos facultés, nous fait oublier le bon sens, méconnaître la vérité, et fouler aux pieds toute espèce de moralité et de pudeur ? Cet esprit n'est-il pas encore directement contraire à l'esprit républicain, naturellement raisonnable, droit, sincère, généreux et humain »³⁷ ? Apparemment respectueuse du principe de souveraineté populaire, la République idéale de Boulay est en réalité un moyen de contrôler la participation du peuple à la vie politique. Le député lorrain craint qu'une prise de conscience du décalage entre la définition politique et la défini-

(35) *Ibid.*, p. 7.

(36) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Discours sur la situation de la République, et sur le projet présenté par la commission chargée d'examiner la cause de ses maux, et d'indiquer les moyens de les faire cesser*, Saint-Cloud, Imprimerie nationale, Séance du 19 brumaire an VIII, p. 4-5.

(37) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Discours pour la fête de la fondation de la République*, *op. cit.*, p. 11-12.

tion sociale de la République n'aboutisse à de brusques tensions sociales. C'est du moins le constat qu'il établit au lendemain de la Terreur. Ces révoltes sociales prendraient une tournure bien différente si elles s'accompagnaient d'une politisation des « gouvernés » et pourraient se solder par le choix de « gouvernants » partageant leurs convictions. C'est pourquoi il s'attache à construire une nouvelle forme de domination symbolique. Cette dernière, bien réelle, mais difficilement perceptible par les gouvernés, s'appuie, selon le mot de Karl Marx, sur le fait que « les dominés, dominés par leur domination », sont inconsciemment acteurs de celle-ci. Dans cette circonstance la notion de « force d'opinion » est centrale. La légitimité de tout pouvoir, et donc de ses détenteurs, dépend de la croyance collective. Suivant cette logique, l'expérience, le bon sens seuls, et non la politisation, doivent guider le peuple dans le choix de ses représentants. C'est dans cette perspective que Boulay élabore une idéologie mobilisatrice, contrebalançant les arguments du « parti démagogique ».

Le « propre du gouvernement républicain [est de n'exister que par] la volonté nationale, de n'être confié que par elle et de n'agir que conformément au but qu'elle se propose. Ce gouvernement ne peut donc avoir lieu que chez une nation qui s'est reconnue et constituée souveraine et maîtresse d'elle-même, et dont la volonté réfléchie et régulièrement exprimée, est la source directe ou indirecte de tous les pouvoirs publics »³⁸. Boulay définit sa République représentative par les trois principes de « souveraineté nationale, d'intérêt national, de volonté générale ». Pourtant le recours systématique à la notion « d'ennemis intérieurs », interdit au Lorrain d'imaginer les idées de contrat et de « régime représentatif » en dehors de ceux-ci. « L'intérêt national » occupe dès lors une position centrale dans la pensée du député et se distingue de « l'intérêt général » qui intègre tous les citoyens et agit pour le bien commun. Il se garde en revanche de donner une définition précise de « l'intérêt national » dont il fait pourtant un usage récurrent. Qu'entend-il exactement par là et dans quelle mesure cette notion permet-elle de mieux comprendre les rouages de la relation « gouvernants-gouvernés » ? Pour construire la notion de « gouvernement représentatif » Boulay mobilise la double figure de l'ennemi intérieur, à la fois « parti aristocratique » et « parti démagogique » :

(38) *Ibid.*, p. 3.

« Si nous consultons les leçons de l'expérience, nous voyons la République constamment tourmentée par deux espèces de factions ; l'une [...] nobiliaire, et l'autre démagogique. La première, tendant sans cesse à établir des distinctions de naissance et de titres héréditaires, parvient souvent à placer le pouvoir dans la main exclusive de quelques familles privilégiées, et transforme ainsi la chose publique en chose particulière : la seconde, se qualifiant exclusivement de parti populaire, ne comprend réellement que la minorité souvent très petite de ce peuple, et donne à ce nom respectable un sens moins étendu et moins vrai que les nobles eux-mêmes, qui, par peuple, entendent toujours tout ce qui n'est pas de leur classe, et par conséquent le grand corps de la nation ; au lieu que les démagogues, [...], n'appliquent jamais ce nom qu'à une faible portion du peuple, et presque toujours à celle qui présente le moins de garantie du côté du travail, de l'instruction, de la moralité et de la fortune, à celle qui se montre disposée à servir aveuglément leur ambition insensée et furieuse, et qu'ils n'entraînent jamais qu'en dénaturant à ses yeux les principes de l'égalité et de la propriété, qu'en l'égarant au point de ne lui laisser d'espoir que dans la proscription des gens de bien, dans le renversement des magistrats et le mépris des lois. Tels sont les démagogues, espèce aussi méprisable et non moins dangereuse dans les Républiques que le sont dans les monarchies les flatteurs de la cour. [...] Aux ennemis du dedans, nous opposerons la force de la constitution et les lois, celle des magistrats, et notre attitude fortement républicaine »³⁹.

L'usage fréquent de cette double figure de l'ennemi comme argument politique existe dès 1792, et il est employé autant par les jacobins que par les modérés. Mais Boulay est un des rares à l'intégrer à sa conception du régime représentatif et à lui donner pareille consistance. La mise hors jeu de la noblesse⁴⁰, qui est acquise, l'autorise à envisager son élargis-

(39) *Ibid.*, p. 12-13.

(40) Karl MARX, *Pour une critique de la philosophie du droit d'Hegel*, dans Karl MARX, *Philosophie*, Paris, Folio essai, 1998 (édition originale 1843), p. 104 : « Pour que la révolution d'un peuple et l'émancipation d'une classe particulière de la société bourgeoise coïncident, pour qu'un seul Stand, un seul ordre, soit reconnu comme Stand de la société tout entière, il faut qu'inversement toutes les tares de la société se concentrent dans une autre classe ; il faut qu'une sphère particulière de la société représente le crime notoire de toute la société, de sorte que se libérer de cette sphère apparaisse comme l'universelle libération de soi. Pour qu'un seul ordre soit par excellence l'ordre de la libération, il faut qu'en contrepartie un autre ordre soit ouvertement l'ordre de l'asservissement. L'importance générale et négative de la noblesse et du clergé français a déterminé l'importance générale et positive de la bourgeoisie, classe immédiatement voisine et opposée ».

sement aux « démagogues ». En caricaturant leurs propos et leurs actions, il leur dénie toute légitimité à s'intégrer au jeu politique. Conscient de l'ambiguïté de la République, de sa double acceptation, sociale et politique et des conséquences insurrectionnelles qui en résultent, il s'attache à discréditer ce parti en l'excluant de la nation, à l'intérêt de laquelle il est contraire. Qui sont alors les justes représentants de la nation ? Les hommes empreints de « justice et de modération [...] [puisque] ce n'est pas dans les extrêmes que gît le bien de la patrie »⁴¹.

Il invoque encore le « désintéressement » pour consolider la domination des modérés au sein du champ politique⁴². Dès le ^{xvii}^e siècle, les juristes français ont repris à leur compte la notion stoïcienne d'ataraxie, d'indifférence, et se présentent comme les serviteurs du bien public. Comme le souligne Hervé Leuwers, Boulay, comme tous les avocats d'Ancien Régime, est imprégné de cette philosophie néo-stoïcienne⁴³. Seuls les hommes de bien, vertueux, doivent gouverner. Le « désintéressement » et la « modération » sont les critères exclusifs présidant à la sélection des « gouvernants ». Ils indiquent au « peuple laborieux » le choix le plus opportun, la notion de « désintéressement » conférant respectabilité et distinction, assurant par avance aux « modérés » un droit à gouverner : « Le peuple n'est pas toujours éclairé sur son vrai bien. [...] Les amis de la vraie liberté, les patriotes sincères [ont] bien rarement sur lui l'ascendant qu'il est à désirer qu'ils conservent toujours »⁴⁴. Dès lors seuls représentants légitimes du peuple, il devient difficile de les en dissocier. L'ambiguïté de la notion de « République représentative », associée à celles « d'intérêt national » et de « désintéressement », explique la prédestination « naturelle » de ce bourgeois au service de l'État. Le gouvernant, loin d'agir en fonction de ses intérêts propres, serait ainsi considéré comme le nécessaire représentant d'un « peuple laborieux » dans lequel il se fonde et au nom duquel il prétend agir. La « République démocratique » s'oppose ainsi à la « République représentative ». Dans cette dernière,

(41) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Discours prononcé devant le Corps électoral du Département de la Meurthe, après sa nomination au Conseil législatif*, Nancy, Chez Vigneulle, Imprimeur, 1795, p. 1-2.

(42) Sur la notion de désintéressement voir Lucien KARPIK, « Le désintéressement », *Annales ES.*, mai-juin 1989, p. 733-753.

(43) Hervé LEUWERS, *L'invention du barreau français 1669-1830 : la construction nationale d'un groupe professionnel*, Paris, EHESS, 2006.

(44) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Opinion sur les causes, la nécessité et les effets de la journée du 18 fructidor, et la proposition faite de la célébrer par l'érection d'un monument et l'institution d'une fête*, Paris, Imprimerie nationale, Séance du 3 vendémiaire an VI, p. 4-5.

les « gouvernants », issus de l'élite nouvelle, guident les « gouvernés », privés de lumières.

« Comment peut-il se faire que le mandataire puisse avoir du pouvoir sur celui qui donne pouvoir »⁴⁵ ? De quelle manière Boulay parvient-il à légitimer ce dévoiement du principe représentatif ?

Dans un premier temps, Antoine Boulay justifie le régime représentatif : « C'est évidemment en plaçant [la République] dans la minorité du nombre, des talents et de toutes les ressources qu'est la base d'un gouvernement solide »⁴⁶. Les qualités des « modérés », « gouvernants » légitimes, justifient leur rôle politique tandis que la majorité du peuple, « foule ignorante et crédule »⁴⁷, accorderait sa « principale confiance à des êtres dont la vie révolutionnaire était souillée par tous les genres de crimes et de scélératesse »⁴⁸. L'initiative politique du peuple doit être confiée à ses représentants. C'est exactement ce que propose le Lorrain :

« Il faut qu'un peuple, pour être peuple ou corps politique, soit organisé pour vivre et agir de la manière la plus conforme à ses besoins et à ses intérêts. Il lui faut une volonté qui soit une, une force qui soit une aussi : c'est par là qu'il est vraiment souverain, car sa souveraineté n'est autre chose que sa volonté et sa force réunies »⁴⁹.

Boulay ne prône pas un système unicaméral assurant l'indivisibilité de la souveraineté. Il souhaite démontrer l'absolue nécessité de structures représentatives, donc de représentants éclairés. Ainsi justifie-t-il le régime conforme à ses vues, c'est-à-dire à ses intérêts.

Néanmoins, en déclarant « agir pour le bien être »⁵⁰ du peuple, il escamote derrière la notion de « délégation », la question de l'aliénation politique. Il prétend agir au nom du peuple et se confondre avec lui, donc obtenir la reconnaissance de ceux sur lesquels il exerce en réalité une violence symbolique. Son langage abstrait en témoigne. Sans cesse, il dit se comporter « conformément à l'intérêt et au désir du peuple », sans réellement préciser les attentes de celui-ci. C'est une « imposture légitime »⁵¹. Cette dernière n'est pas le calcul cynique dénoncé par Helvétius

(45) Pierre BOURDIEU, *Choses dites*, Paris, Éditions de Minuit, 1987, p. 185.

(46) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Essai [...]*, op. cit., p. 67.

(47) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Opinion de Boulay sur [...] la journée du 18 fructidor*, op. cit., p. 7.

(48) *Ibid.*, p. 15-16.

(49) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Théories constitutionnelles [...]*, op. cit., p. 17.

(50) *Ibid.*, p. 25.

(51) Pierre BOURDIEU, *Choses dites*, op. cit., p. 196-197.

et d'Holbach. C'est pour être méconnue comme telle qu'elle est efficace. Si Boulay est conscient du privilège qu'il réclame, il n'en demeure pas moins persuadé de son bien-fondé.

Le rejet de la domination de la noblesse d'Ancien Régime, perçue comme arbitraire, appelle l'invention d'une nouvelle domination symbolique, d'un pouvoir supposant la reconnaissance, c'est-à-dire la méconnaissance par les gouvernés de la réalité de la violence intériorisée que les gouvernants exercent sur eux. Le conseiller d'État n'affirme-t-il pas que « le besoin, et par conséquent le vœu réel et constant d'un peuple quelconque [...] est assurément [...] d'être gouverné par les hommes les plus probes, les plus instruits et les plus zélés pour son bien-être, en un mot par les hommes qui ont le plus sa confiance. [...] Quand un individu ne peut pas vaquer à ses affaires, soit par défaut de temps, soit par défaut de lumières ou pour tout autre empêchement, que fait-il ? Il cherche autour de lui l'homme qu'il croit le plus capable de les bien faire, il le choisit et lui donne sa procuration, exerçant en cela un droit naturel que personne ne peut lui ravir sans injustice et sans tyrannie. [...] c'est donc à ce peuple, à cette portion de peuple de désigner les hommes qui ont le plus la confiance, pour gérer l'intérêt qui le constitue en communauté »⁵². La « République représentative » recèle toutes les apparences de la légitimité démocratique, d'où l'attraction puissante qu'elle exerce. Elle est au cœur de la pensée politique du Lorrain. Elle contribue, en partie, à expliquer la victoire des conservateurs sur les néo-jacobins. L'invisibilité de la bourgeoisie, en tant que classe, est assurée par la notion de « délégation ».

Le refus de Boulay d'instaurer une « instruction publique », au service de tous, confirme ses desseins. Il considère que la « partie laborieuse du peuple [...], quelles que soient [...] sa liberté et son aisance, [...] la nature et l'étendue de ses connaissances, est toujours à peu près déterminée par celle de ses occupations habituelles »⁵³. Face au poids du milieu social, l'éducation n'a qu'un rôle limité. Seule l'expérience doit guider le peuple :

« Ce n'est pas par les idées abstraites et prétendues philosophiques que le peuple se décidera, mais par le sentiment, par l'expérience et la comparaison et des hommes et des choses, guide naturel, infaillible, et auquel la partie savante et ambitieuse de la société ferait beaucoup mieux

(52) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Essai [...], op. cit.*, p. 14-15.

(53) *Ibid.*, p. 113.

de s'assujettir, que de se livrer, comme elle le fait le plus souvent, à des théories toujours d'autant plus absurdes qu'elles paraissent séduisantes »⁵⁴.

Il conseille aux élites de faire de même : gouverner en tenant compte concrètement des « rapports de force », et notamment de la « force d'opinion ». C'est dans cette optique que doit être compris le Discours de Boulay sur l'instruction publique, prononcé au Conseil des Cinq-Cents, le 18 germinal an VIII. Il y propose la mise en place d'un système éducatif contrôlé par l'État qui gagnerait le soutien du peuple à la cause républicaine. Mais il ne souhaite nullement l'instruire. Son discours sur les cultes et leurs ministres, du 21 messidor an V, est sous ce rapport, très éclairant. S'il considère que « la loi de l'État est toujours la première »⁵⁵, la religion doit prolonger l'action de l'État dans le processus de républicanisation des mœurs, c'est-à-dire, pour Boulay, le respect des nouvelles institutions par les « gouvernés ». Mais il lui reconnaît un pouvoir bien plus grand : « Le législateur et le magistrat ne peuvent avoir de prise que sur les actions apparentes des hommes, tandis que la religion, en s'emparant des cœurs, exerce son emprise sur les actions secrètes, et peut ainsi suppléer à l'insuffisance des lois »⁵⁶. Mettre en place une « République sans politique »⁵⁷, tel est l'objectif de Boulay. L'éducation religieuse permet de contrôler la « force d'opinion ». Elle est au service de la domination symbolique. Cette dernière se fonde sur la méconnaissance des gouvernés. Elle doit garantir le maintien de l'ordre social : « la religion et la morale [sont] les principes fondamentaux de tout ordre social »⁵⁸. Le recours à un déterminisme social absolu, assimilant inégalités sociales et inégalités naturelles, amène Boulay à refuser toute forme d'éducation poussée aux « gouvernés ». Il est convaincu de la supériorité de la « République représentative », du caractère naturel d'une hiérarchie sociale, fondée sur la rétribution aléatoire des talents. L'éducation morale et l'expérience suffiront au bon fonctionnement de la « République représentative ». Cet idéal républicain, partagé par certains membres du parti modéré comme Sieyès, est expérimenté les 18-19 brumaire an VIII. Cette journée inaugure le passage de la théorie à la pratique. La confrontation de la pensée et des

(54) *Ibid*, p. 117.

(55) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Discours sur les cultes [...]*, *op. cit.*, p. 1-2.

(56) *Ibid*, p. 3-4.

(57) Pierre SERNA, *La République [...]*, *op. cit.*, p. 405.

(58) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Discours [...]*, *op. cit.*, p. 28.

actes d'Antoine Boulay offre la possibilité de vérifier l'efficience de ce modèle de République.

Des événements brumairiens à la Constitution de l'an VIII : la victoire des républicains libéraux et conservateurs

Dans son étude sur les notables du Premier Empire du département de la Meurthe, Odette Voilliard repère « une nébuleuse d'influence, des réseaux [...] qui assurent la prépondérance d'un groupe »⁵⁹. Régnier figure au centre de celui composé de « jeunes avocats bourgeois, pleins d'enthousiasme pour la Révolution »⁶⁰. Antoine Boulay est des leurs. Leur relation est ancienne. Le duc de Massa, alors avocat, présente en 1783 son futur collègue à l'audience publique qui officialise sa nouvelle fonction. Leur participation aux événements brumairiens est révélée par Vincent Lombard de Langres⁶¹ ainsi que par son fils, François-Joseph Boulay de la Meurthe⁶², auteur d'une biographie sur son père.

Ce dernier nous apprend que Boulay est mis dans le secret des changements politiques à venir dès le 9 brumaire an VIII. D'après lui, Bonaparte « était résolu à ne s'entendre qu'avec les modérés dont Sieyès était considéré comme le chef. [...] Bonaparte se décida à rendre visite à Sieyès le 10 brumaire. Pendant qu'ils étaient ensemble, Boulay était venu voir Sieyès et attendit dans le salon qui précédait son cabinet, la sortie du général. Sieyès lui raconta aussitôt la conversation qu'il venait d'y avoir entre eux. Elle consistait dans une promesse réciproque d'agir de concert pour un changement politique »⁶³. La présence du Lorrain lors de l'entrevue Sieyès-Bonaparte est loin d'être accidentelle. Tout comme Sieyès, il est l'un des pionniers du complot brumairien et un des chefs de file du parti modéré. Lui-même ne s'en cache pas, puisqu'il avoue dans son *Tableau politique des règnes de Charles II et de Jacques II*, qu'il a participé à « la Révolution du 18 brumaire »⁶⁴. Dans ce but, il mobilise son réseau nancéen. Le fils de Boulay souligne que le « premier auquel il fit confiance de l'entrevue qui venait d'avoir lieu entre Bonaparte et

(59) Odette VOILLIARD, *op. cit.* p. 11-12.

(60) *Ibidem*.

(61) Vincent LOMBARD DE LANGRES, *Le Dix-huit brumaire, ou Tableau des événements qui ont amené cette journée, des moyens secrets par lesquels elle a été préparée ; des faits qui l'ont accompagné, et des résultats qu'elle doit avoir*, Paris, Garnery Librairie, An VIII de la République, p. 128 et p. 129-130.

(62) François-Joseph BOULAY DE LA MEURTHE, *op. cit.*, p. 90-106.

(63) François-Joseph BOULAY DE LA MEURTHE, *op. cit.*, p. 90-106.

(64) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Tableau politique [...]*, *op. cit.*, Avant-propos.

Sieyès, fut Régnier, [...], qui lui avait promis son concours et celui de ses amis »⁶⁵. Le duc de Massa tient parole puisque le 12 brumaire an VIII, Boulay « se rend [à cet effet], sur l'invitation de Régnier, dans une réunion de plusieurs des membres les plus distingués du Conseil des Anciens, qui se tenait chez Lemercier, leur président »⁶⁶. Antoine Boulay est bien cet homme de réseau, indispensable au coup de force brumairien. En témoigne sa nomination, dès le 19 brumaire, à la commission législative afin de rédiger une nouvelle constitution. Le personnage se flatte, en effet, d'être l'un des principaux rédacteurs de la Constitution de l'an VIII.

Le coup d'État brumairien a fait l'objet d'une double analyse, jacobine et révisionniste. Si la première interprétation le considère comme étranger au régime républicain, la seconde le perçoit comme la conséquence logique de l'échec du régime directorial. Dans son dernier ouvrage, Patrice Gueniffey insiste pour sa part sur sa non violence, sa légalité et son caractère unanimiste. Il s'agirait d'un moindre mal face aux dérives néfastes de la Révolution française, incapable de porter son idéal dans l'ordre du réel⁶⁷. La pensée politique de Boulay, ses prises de position et ses choix, lors des événements brumairiens, remet en cause cette théorie. Il considère la « révolution brumairienne » comme indispensable au maintien du nouvel ordre social. Le député estime, en effet, que le temps est venu « de renverser franchement un gouvernement faible, mutilé, proscrit depuis longtemps dans l'opinion publique, et de le remplacer par un établissement assis sur les [...] principes de l'ordre social »⁶⁸. Il est critique à l'égard du mode de gouvernement imposé par la Constitution de l'an III car celui-ci n'assure pas « à la nation [son] bonheur domestique »⁶⁹. Les événements brumairiens sont considérés par Boulay comme révolutionnaires là où ils répondent à sa conception conservatrice de l'ordre social et de l'ordre politique. Le 18 Brumaire doit permettre de « chercher les moyens de sauver la république expirante »⁷⁰. Il n'est pas antinomique avec le régime républicain. C'est une des raisons de sa réussite.

(65) François-Joseph BOULAY DE LA MEURTHE, *op. cit.*, p. 90-106.

(66) *Ibid.*

(67) Patrice GUENIFFEY, *Le Dix-huit brumaire. L'épilogue de la Révolution française*, Paris, Gallimard, 2008.

(68) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *op. cit.*, p. 4-5.

(69) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, « Discours [...] », *op. cit.*, dans Vincent LOMBARD DE LANGRES, *op. cit.*, p. 302.

(70) *Ibid.*, p. 304.

Sa légitimité en est une autre. Pragmatique, Boulay sait le poids de la « force d'opinion » : « Il était trop évident, en effet, que c'était Bonaparte que le vœu national appelait à la tête des affaires »⁷¹. En outre, juriste averti, Boulay sent bien que si constitutionnellement, le coup de force de Brumaire est contestable, la légalité, elle, est sauve. La « secte démagogique » est le coupable désigné, ce qui suffit à l'exclure définitivement de la vie politique. Place doit être faite aux modérés, ces hommes respectueux des lois et du vœu national⁷² : « Ils avaient [les acteurs des 18 et 19 Brumaire] l'intime conviction que leur entreprise était conforme à l'intérêt et au désir du peuple »⁷³. Tirant les conclusions des coups d'État perpétrés sous le Directoire, Boulay attribue les événements brumairiens à la volonté du peuple. Il les assimile aux grandes journées révolutionnaires, notamment celles des 13 et 14 juillet 1789, tout en soulignant leur non violence : « la France [...] comptait sur un libérateur, [...] [le] 18 brumaire était désiré et attendu »⁷⁴. Un tour de passe-passe assimile modérantisme et « vœu national ». Les acteurs des journées, soucieux du bien être du peuple, l'ont protégé des dérives de la « faction démagogique », qui agit au mépris de l'intérêt national. Le Directoire est présenté comme désarmé face à la situation de crise artificielle de l'an VIII. L'usurpation est absoute :

« Quant au Directoire lui-même, quelle est sa garantie contre une faction injuste et violente qui a la majorité dans le corps législatif ? Il ne peut en trouver que dans l'insurrection ; et, d'un autre côté, lors même que la poursuite est bien fondée, n'aura-t-il pas encore recours, pour s'y soustraire, à cette ressource de l'insurrection ? Et quand on fait attention à ses moyens de séduction, à l'ascendant qu'il peut acquérir sur la force armée,

(71) *Ibid.*, p. 68-73.

(72) Voir Pierre SERNA, *La République des Girouettes*, Seyssel, Champ Vallon, 2005, p. 420 : « Cette troisième force, ce mouvement qui se veut "tempéré" ou, plus exactement, qui construit ces conditions de réception dans l'opinion par une critique égale des radicaux de droite et de gauche, ce qui le situe, quelque soit le type de crise, au centre raisonnable d'un échiquier sans cesse changeant, n'a pas, de par ses conditions même d'existence, de dépositaire idéologique déclaré ».

(73) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Discours avant la lecture de l'Acte constitutionnel*, *op. cit.*, p. 5.

(74) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, « Observations sur le 18 brumaire de M. de Bourrienne par M. Boulay de la Meurthe, ancien Ministre d'État », dans André BULOS (dir.) *Bourrienne et ses erreurs volontaires ou involontaires ou observations sur ses Mémoires*, Paris, Charles Heideloff, libraire, Tome II, p. 16-18.

n'est-on pas frappé de l'immense danger qui en résulte, pour la chose publique, de l'exercice de cette responsabilité »⁷⁵ ?

En s'appuyant ainsi sur son analyse du jeu politique moderne et son idéal républicain, Boulay justifie les événements brumairiens. Le long débat qu'il engage avec Sieyès au moment de la rédaction de la Constitution de l'an VIII, au lendemain des événements brumairiens, permet de le corroborer.

Dans ses *Mémoires inédits*, rédigés en 1836, Boulay relate précisément le rôle qu'il a joué dans l'élaboration de la Constitution de l'an VIII. Il rappelle qu'il a collaboré dans ce but avec Sieyès. Certes, Sieyès ne partage pas entièrement les conceptions de Boulay. Il s'en démarque par sa méfiance à l'égard d'un pouvoir exécutif trop puissant : « La tendance naturelle du gouvernement [l'ordre exécutif] est d'augmenter sans cesse ses attributions et ses prérogatives »⁷⁶. C'est pourquoi, il désire le voir partagé entre deux consuls et quatorze ministres, chargés de l'exécution des lois. Surtout, le « Collège des conservateurs », futur Sénat, dont la « principale destination est de maintenir la constitution dans toute sa pureté »⁷⁷, peut ostraciser « tout citoyen éminent par ses talents et ses services [pouvant] exercer sur la multitude un ascendant [...] général et aveugle »⁷⁸, et ainsi troubler l'ordre public. Pour Sieyès, le pouvoir exécutif doit trouver son équilibre dans les contre-pouvoirs établis en son sein. C'est précisément ce qui attire la critique de Boulay, qui peut être perçue comme un signe de méfiance envers Bonaparte. Il juge cette disposition non « conforme à la nature du régime représentatif »⁷⁹. Contrairement à la conquête du législatif, le contrôle du pouvoir exécutif ne doit pas être sujet à débat afin de préserver la nouvelle République. Un exécutif puissant garantit aux « gouvernants » la pérennité de leur situation. Pour l'abbé, il affaiblirait la République représentative. Si le pouvoir exécutif se concentre entre les mains d'une personne éminente un jour et susceptible d'être discréditée le lendemain, cela ne peut que se solder par un retour à l'instabilité directoriale. Pragmatique, Boulay sait le poids de la « force d'opinion » :

(75) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Sur la situation de la République*, [...], op. cit., p. 6-11.

(76) *Ibid.*, p. 22.

(77) *Ibid.*, p. 32.

(78) *Ibid.*, p. 39-42.

(79) *Ibid.*, p. 65-67.

« Et comme la théorie de Sieyès [...], considérée en soi et appliquée à un autre ordre des choses, ne convenait ni aux circonstances où nous étions placés, ni à la disposition générale des esprits, ni enfin au caractère du personnage que l'on regardait comme une nécessité ; vouloir l'adopter et la mettre en pratique, n'eût-ce pas été méconnaître notre position, tromper l'attente universelle, et par conséquent manquer en quelque sorte à notre mission »⁸⁰ ?

Malgré ces divergences, Boulay et Sieyès présentent une approche de la république représentative quasi similaire. Sieyès n'affirme-t-il pas :

« La différence qu'il y a entre un régime démocratique et un régime représentatif, c'est que dans ce dernier, il faut mettre la législature en représentation, puisque faire représenter la démocratie, c'est confier à des représentants choisis pour légiférer, tous les pouvoirs qu'exercerait le peuple resté en démocratie. Il suit que hors de l'élite représentative, nul n'a droit de représenter, nul n'a droit de parler au nom du peuple »⁸¹.

C'est sur cette « élite représentative » que doit « reposer l'autorité »⁸². La coïncidence est frappante. La « République représentative » de Sieyès se construit, elle aussi, autour de la notion de délégation. Leurs qualités propres, modération, raison et désintéressement, prédestinent les élites à la représentation. Sieyès, tout comme Boulay, oppose la tempérance républicaine des modérés aux deux extrêmes : « Il faut se donner les moyens de contrer les trois menaces que font peser les ennemis de la République, jacobins et royalistes, car ils désirent : “le renversement de l'ordre social, la destruction du gouvernement républicain, l'anéantissement de la représentation nationale” »⁸³. Comme Boulay, il prépare l'avènement de nouvelles élites dans la vie politique. C'est le rôle que tous deux assignent à la République représentative que symbolise la Constitution de l'an VIII, et qui justifie, selon eux, le coup de force brumairien.

*

(80) *Ibid*, p. 68-73.

(81) Antoine BOULAY DE LA MEURTHE, *Mémoires inédits [...], op. cit.*, p. 6. Voir Pierre-Yves QUIVIGER, *Le principe d'immanence. Métaphysique et droit administratif chez Sieyès*, Paris, Honoré Champion, 2008.

(82) *Ibid*, p. 9-10.

(83) *Ibid*, p. 401.

Conscient des transformations fondamentales provoquées par la Révolution française, Antoine Boulay de la Meurthe a parfaitement compris que la domination visible nourrissait l'exaspération populaire et menaçait directement, en focalisant toutes les haines, la stabilité du régime. Conservateur, il ne peut pas envisager la société sans hiérarchie sociale et assigne donc à chaque individu, sauf exception, une place déterminée par son milieu. L'origine sociale substituée à la naissance structure la société. Méritocrate, il concède néanmoins à de rares individus l'opportunité de s'élever dans la société par leurs talents. La « République représentative » pérennise la situation des « gouvernants » tandis que les « gouvernés » demeurent les acteurs inconscients de leur propre domination. C'est en s'appuyant sur cette analyse du jeu politique moderne que les modérés, rassemblés autour de Bonaparte, parviennent provisoirement à imposer leur modèle de République en l'an VIII. Les néo-jacobins ont certes saisi l'ambiguïté du système représentatif, mais sans mesurer toutefois celle de la notion de délégation, qui s'appuie sur une analyse précise du jeu politique moderne. C'est pour être méconnue comme telle que la domination symbolique est efficace. C'est pourquoi les républicains-démocrates peinent, comme le montre l'exemple de Salaville, à proposer un modèle concurrent efficace. En s'appuyant sur une réelle légitimité, en raison du soutien populaire à Bonaparte, et sur une légalité apparente, les modérés s'assurent du maintien de leur position dominante par l'instauration d'une République conservatrice et libérale.

Soulef AYAD-BERGOUNIOUX

Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne
Institut d'Histoire de la Révolution française
17 rue de la Sorbonne 75005 Paris

soulef.ayad@club-internet.fr